

*Initiatives ministérielles*

Comme l'a dit un journaliste de ce budget, il ne casse rien et il n'arrange rien. Si les ministériels trouvent que ce budget est un succès politique c'est qu'il est allé encore chercher de l'argent dans les poches des gens.

Nous devrions pourtant nous inquiéter car ce nouveau ministre n'a fait part d'aucune stratégie pour s'attaquer aux graves problèmes d'envergure dont souffre l'économie canadienne; le plus grave est que nous n'arrivons pas à produire des richesses au rythme auquel nous les consommons.

Jusqu'à dernièrement, le niveau de vie canadien s'améliorait et les gens avaient bon espoir de voir se réaliser les rêves qu'ils caressaient pour eux et pour leur famille. Mais récemment, ils ont commencé à se rendre compte que quelque chose ne tournait pas rond. La preuve du malaise que provoque ce sentiment d'inconfort est facile à voir. On le constate à voir le sentiment de révolte devant la hausse des impôts, de colère à l'endroit des politiques et dans le fait que, pour la première fois, les sondages révèlent que les Canadiens pensent que leurs enfants ne seront pas mieux nantis qu'eux.

L'étendue de nos richesses naturelles et l'essor industriel d'après guerre nous avaient faussement donné l'impression que les choses continueraient toujours à s'améliorer. Tant au plan des biens de consommation qu'à celui des services assurés par l'État, le niveau de vie a augmenté très rapidement dans les années 50, 60 et 70. En Amérique du Nord, nous produisions à un rythme tel que pendant les années 50 et 60, la richesse doublait tous les 22 ou 23 ans.

Pendant les années 80, le taux de croissance a tellement ralenti qu'il aurait fallu 90 ans pour qu'il double et, selon Statistique Canada, le revenu réel des familles canadiennes n'a pas changé. Entre-temps, la situation financière fâcheuse du gouvernement a continué de se détériorer et nous en sommes maintenant au point où près de 35c. de chaque dollar de revenu du gouvernement fédéral sert à payer les intérêts sur sa dette. Pas étonnant que les Canadiens aient l'impression de ne pas en avoir pour l'argent qu'ils paient en taxes. En fait, chaque fois qu'ils versent un dollar au gouvernement, ils ne reçoivent que pour 65c. de services.

Pour les Canadiens, la question se ramène à ceci: le Canada réussira-t-il à mieux gérer ses ressources humaines et financières que ses ressources naturelles au cours de la prochaine décennie pour réussir à fournir aux autres

nations du monde des biens et des services qu'elles sont prêtes à nous acheter et pour beaucoup d'argent? En d'autres mots, le Canada réussira-t-il à soutenir la concurrence dans les secteurs clefs où la technologie, les compétences et l'innovation sont aussi capitales que rentables? Les emplois créés au Canada au cours de la prochaine génération seront-ils bien rémunérés ou mal rémunérés?

Jusqu'à maintenant, les Canadiens ne se sont jamais souciés de cela, c'est dire qu'il s'agit d'un nouveau type de problèmes et qu'il faut y trouver de nouvelles solutions en gardant à l'esprit l'intérêt public. Au Canada, l'intensification rapide de la course aux emplois entre les Canadiens découle de la libéralisation du commerce et des transformations technologiques, mais également de l'arrivée de nouveaux concurrents de l'Extrême-Orient et de certains pays d'Europe de l'Est sur nos marchés traditionnels. La rapidité des changements qui surviennent a de quoi nous inquiéter à bien des égards. Tant dans le domaine politique que dans celui des affaires, les changements sont rapides et s'enchaînent.

Il n'est pas nécessaire de dépasser nos propres frontières pour comprendre que des changements politiques profonds sont susceptibles de survenir et d'avoir des répercussions senties. Les gens réclament souvent des changements et affirment aimer le changement, mais dans la réalité, ils ont tendance à y résister.

L'époque moderne nous impose des changements. Lors de la dernière campagne électorale, le premier ministre a beaucoup parlé de la gestion du changement et peut-être même a-t-il remporté ses élections parce qu'il a su reconnaître le fait que les Canadiens craignent le changement et, en même temps, admettent qu'il est inévitable. C'est cela qui les a poussés à voter pour un homme qui affirmait qu'il ne laisserait pas le changement bouleverser tout ce qu'ils jugent important et réconfortant, mais qu'il gèrerait ce changement. C'est-à-dire, un homme qui ralentirait et, si possible, adoucirait les conséquences du changement.

Les piliers de la politique économique conservatrice, soit la réduction du déficit, le libre-échange avec les États-Unis et la TPS ne sont pas des outils de gestion du changement. La stratégie conservatrice a consisté, et je crois que même le gouvernement le reconnaîtra, à mettre en place de bonnes structures de base, puis à laisser les forces du marché agir.